

ProGERIM

Projet de Bonne Gestion des Revenus Infranationaux du Secteur Minier de la République Démocratique Du Congo

Les défis

La République démocratique du Congo est l'un des pays les plus riches en ressources naturelles au monde, mais le pays n'a pas encore réussi à faire profiter suffisamment sa population de cette richesse. Avec une part de plus de 20 % du produit intérieur brut (PIB) du pays, l'exploitation minière est un secteur économique clé qui génère près d'un tiers des revenus de l'État. Cependant, jusqu'à présent, les revenus du secteur minier n'ont pas permis de réduire de manière significative l'extrême pauvreté dans le pays.

Afin d'améliorer cette situation et de redistribuer les revenus au profit d'une population plus large, le gouvernement congolais a réformé le code minier en 2018. Depuis lors, les entités territoriales décentralisées (ETD) perçoivent directement 15 % des redevances minières à payer par les sociétés minières.

Ces revenus sont substantiels par rapport aux budgets totaux précédemment alloués aux ETD concernées. Cette augmentation soudaine, et souvent drastique, du budget représente une opportunité significative pour le développement local, mais elle pose des défis importants aux ETD en termes de planification participative du développement et de gestion financière efficace et transparente. Néanmoins, les finances publiques locales représentent un potentiel extraordinaire pour soutenir la croissance socio-économique à la base. Ici, grâce au principe d'indépendance vis-à-vis des obstacles politiques et administratifs qui existent au niveau du gouvernement central, un développement socio-économique durable et inclusif peut être initié au niveau local et des conditions-cadres pour la croissance et la réduction de la pauvreté peuvent être créées.

Projet	Projet de Bonne Gestion des Revenus Infranationaux du Secteur Minier de la République Démocratique du Congo
Commettant	Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement
Régions de mise en œuvre	Haut-Katanga et Lualaba, République Démocratique du Congo (RDC)
Ministère de tutelle en RDC	Ministère du Plan
Durée	01.06.2021 – 31.05.2024

Notre approche

Le projet vise à renforcer le développement socio-économique local inclusif en soutenant les ETD partenaires dans les deux provinces du Haut-Katanga et du Lualaba à utiliser leurs revenus provenant du secteur extractif de manière plus efficace et durable. Le projet travaille également avec les divisions provinciales du Plan afin d'améliorer leur soutien aux ETD dans les processus de planification.

Au niveau institutionnel, le projet contribue à accroître l'efficacité et la transparence des procédures de travail et des processus administratifs des autorités locales en fournissant des conseils techniques, organisationnels et sur les processus, afin d'améliorer l'utilisation des fonds. Les autorités locales et leurs comités de développement local (CLD) sont sensibilisés aux procédures de planification locale inclusive, participative et sensible au genre, ainsi qu'à l'investissement des fonds publics dans les services de base et les mesures de développement économique.

Afin de renforcer la transparence et la responsabilité, le projet soutient la société civile organisée par le renforcement des capacités et l'appui aux processus afin qu'elle puisse mieux exercer ses fonctions de supervision et de contrôle.



La mise en réseau et la coopération sont des éléments centraux de l'approche méthodologique. En promouvant des formats d'échange entre pairs, les expériences d'apprentissage entre les ETD et avec les services gouvernementaux de niveau supérieur sont communautarisées et donnent des impulsions pour une planification et une gestion durables des recettes fiscales locales dans les ETD qui ne sont pas directement accompagnées par le projet.



Les bénéfices

La planification des recettes et des dépenses à long terme des autorités locales des provinces du Haut-Katanga et du Lualaba est plus participative et plus sensible à la dimension de genre, ce qui garantit que les investissements sont axés sur les besoins de toutes les parties prenantes. Les investissements dans le développement socio-économique inclusif augmentent grâce à l'amélioration des processus de planification stratégique et sont mis en œuvre de manière plus efficace.

Grâce à une gestion financière plus efficace et plus sensible à la corruption, des investissements plus nombreux et plus ciblés sont réalisés dans les services de base et les mesures de développement économique, ce qui permet d'accroître le capital humain

local et de créer les bases d'une meilleure création de valeur au niveau local.

Le soutien à la société civile et aux institutions gouvernementales dans le maintien de leurs fonctions de contrôle et de suivi permet une gouvernance transparente et une redevabilité publique.

En partageant les connaissances sur la planification du développement économique, les expériences d'apprentissage et les bonnes pratiques sont partagées au-delà des ETD partenaires du projet avec d'autres municipalités dans les régions du projet, contribuant ainsi à une plus grande efficacité des mesures.

Facteurs de réussite

Un facteur clé de succès du projet est le développement et la diffusion de connaissances de base et d'expériences en matière de gestion financière efficace et de planification participative du développement. En particulier, l'implication continue de la population est cruciale pour aligner les mesures de développement sur les intérêts et les besoins de la population. C'est le seul moyen d'exploiter le potentiel considérable des recettes supplémentaires pour le développement local.

Afin de renforcer les connaissances des administrations locales, le projet mène des actions de formation continue sur les aspects fondamentaux d'une gestion financière efficace et transparente. La mise à disposition de matériel pédagogique sur une plateforme numérique développée par le projet favorise également l'auto-apprentissage parmi les partenaires.

Afin d'assurer l'implication de la population dans la planification et la dépense des fonds, le projet soutient ses partenaires dans le développement et la mise en œuvre d'instruments de participation citoyenne et sensibilise les autorités locales à l'importance de la participation et de la responsabilité. En outre, le projet renforce la capacité des organisations de la société civile à représenter les intérêts de la population grâce à des mesures de formation et de renforcement des capacités.

Contact

Johannes Kurt
Conseiller Technique Principal
johannes.kurt@giz.de

Published by Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Registered offices Bonn and Eschborn, Germany
Projet de bonne gestion des revenus infranationaux du secteur minier de la RDC (ProGERIM)
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
Bureau du Haut-Katanga
42, Avenue Lofoi, Quartier Golf Kabulameshi
Lubumbashi, Haut Katanga, R.D. Congo
progerim@giz.de
www.giz.de

As at March 2023

Photo credits ©GIZ
Text Luca Bootsmann
GIZ is responsible for the content of this publication.
On behalf of Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (BMZ)

